



Introduction : terrains revisités en migrations africaines

Sylvie Bredeloup*

Marginales il y a trente ans, les études sur les migrations africaines sont devenues pléthoriques ces dix dernières années alors que les organisations internationales les inscrivaient dans leur agenda respectif et s'employaient à financer certaines recherches, parfois même à soutenir la création de centres spécialisés dans la gestion des migrations (CIGEM¹ au Mali). Or l'innovation dans la recherche est en grande partie sous-tendue par une connaissance fine et renouvelée des réalités, d'une part, et par la nécessité de conserver une distance par rapport aux prêts-à-penser diffusés par les acteurs politiques et institutions internationales, d'autre part.

En Europe, en l'absence d'une tradition académique, la sociologie de la migration est restée pendant très longtemps le parent pauvre de la discipline ; l'idée sous-jacente étant que les nouveaux arrivants devaient se fondre dans ces vieilles nations rendues plus homogènes par une longue histoire commune. Les premiers travaux ont été profondément marqués par la migration de travail en lien avec l'appel de la main-d'œuvre coloniale. Les problématiques ont porté pendant plusieurs décennies sur l'exploitation de la force de travail et sur les modalités d'intégration des immigrants dans les pays d'accueil, comme si, le faisait remarquer Abdelmalek Sayad, l'existence des migrants commençait seulement lorsqu'ils arrivaient en Europe (Sayad 1981), alors qu'aux États-Unis, pays façonné par l'arrivée d'immigrants, dès les années 1920, cette même sociologie de la migration s'est positionnée au centre de la sociologie empirique naissante. Par la suite, les travaux de l'École de Chicago ont accordé une place importante aux migrants : les itinéraires du paysan polonais (Thomas & Znaniecki 1927), du Hobo ce travailleur saisonnier (Anderson 1923) ou encore des *corners boys* d'origine italienne (William Foote Whyte 1943) à Boston ont été largement documentés. Plus tard dans les années 1970, les recherches sur l'*ethnic business*, sur les minorités

* Directrice de recherches à l'Institut de recherche pour le développement UMR 151-LPED (IRD, Aix-Marseille Université) Email : sylvie.bredeloup@ird.fr

intermédiaires, sur ces immigrés devenus commerçants ou entrepreneurs ont, encore une fois, été développées dans un premier temps, à l'initiative de l'école américaine (Light 1972 ; Granovetter 1985 ; Waldinger and al. 1990 ; Portes and Sensenbrenner 1993).

En Afrique, les travaux en sociologie et en histoire de la migration ont ciblé pendant longtemps les migrants saisonniers qui gagnaient les pays frontaliers pour aller travailler dans les plantations d'arachide, de café et de cacao (David 1980 ; Condé 1978 ; Cordell, Gregory, Piché 1996 ; Coulibaly, Gregory, Piché 1980 ; Mande 2007), dans les champs pétroliers, et dans les mines d'or, de diamants (Bredeloup 2008) avant que les migrants installés en ville dans des activités de commerce ou de services ne retiennent l'attention des chercheurs (Dougnon 2007). Quelques études pionnières ont établi des connexions étroites et heuristiques entre migration commerciale saisonnière, emplois dans la marine marchande et travail salarié dans les usines européennes (Manchuelle 1987).

Mais à la période contemporaine, les mobilités africaines ont été prioritairement auscultées sous l'angle des départs vers l'Occident pour des raisons principalement économiques : attirer d'abord les travailleurs quand la main-d'œuvre européenne devenait insuffisante, freiner les flux d'immigration en situation post-fordiste. Elles ont été également analysées en des termes dichotomiques, opposant les migrants économiques aux réfugiés politiques, la migration interne à la migration internationale, les mobilités rurales aux mobilités citadines (Van Binsbergen & Meilink 1978). Néanmoins, la contestation des frontières héritées de la colonisation a permis de mettre en lumière l'importance et l'ancienneté des circulations migratoires (Kopytoff 1987). Ensuite, le recours à de nouvelles unités de mesure et catégories d'analyse comme celle de *process migratoire* utilisée par l'anthropologue Jean-Loup Amselle (1976) ou d'*espace de vie* développée par le démographe Daniel Courgeau (1975) a favorisé la prise en compte de la profondeur historique des mouvements migratoires et l'appréhension de l'hétérogénéité des mobilités spatiales sur le continent africain ainsi que leurs interrelations (Lebris 1981 ; Quesnel & Vimard 1988). Par la suite, l'approche par les *Cultural Studies* a conduit à revisiter la notion de mobilité et à introduire des continuités culturelles à partir des concepts de cultures du voyage (Clifford 1992) et de diasporas (Cohen 1997). Plus récemment encore, d'autres travaux ont rappelé que si la mobilité, dans toutes ses déclinaisons, avait caractérisé depuis toujours le continent africain, elle le structurait encore aujourd'hui fondamentalement (De Bruijn, Van Dijk et Foeken 2001). La mobilité n'est pas pour autant synonyme d'une rupture avec la société dès lors où, au cours des voyages et des déplacements, des connections peuvent s'établir entre les populations et des continuités s'instaurer.

Tous ces travaux ont laissé place, les décennies suivantes, à une anthropologie multi-située (Marcus 1995) mettant en lumière l'épaisseur historique des *territoires circulatoires* (Tarrus 1995) ainsi que l'hétérogénéité des pratiques ou des stratégies d'acteurs développées à l'échelle transnationale, ce que d'autres encore nomment *agency*, capacités des migrants à prendre leur destin en main, à impulser aussi de nouvelles règles du jeu. Dit autrement, les migrants ne sont plus réduits à leur seule force de travail, mais ils sont aussi reconnus pour leurs compétences à connecter, voire à transcender des mondes économiques et culturels différents, et pour leurs capacités à influencer sur le fonctionnement de la société globale. Les questionnements autour du transnationalisme et du fonctionnement diasporique ont pris alors un essor notable, permettant de penser différemment les transformations des formes migratoires dans un contexte de mondialisation. Être d'ici et de là-bas, proche et lointain à la fois, et non plus d'ici ou de là-bas, telles sont les nouvelles orientations migratoires.

Plus largement, à partir du début des années 1990, et surtout dans l'espace académique anglo-saxon, s'est construit tout un discours ainsi que des projets de recherche sur le transnationalisme, postulant que la mondialisation économique aurait jeté les bases de nouveaux schémas migratoires où les frontières se seraient brouillées davantage entre les anciennes catégories de pays d'immigration et de pays d'émigration (Basch, Glick Schiller, Szanton Blanc 1994). Les flux migratoires seraient ainsi devenus multidirectionnels, contribuant à l'émergence de nouvelles formes d'identités collectives déterritorialisées. Cette grille de lecture des migrations a suscité de vives polémiques ; des historiens objectant que ces phénomènes n'étaient pas nouveaux et pas non plus nécessairement récurrents (Wyman 1992) ; des sociologues rappelant que les incertitudes politiques, inhérentes à la construction des États et de leurs relations interétatiques pouvaient affecter, de façon imprévisible, les comportements des migrants dans leur manière de connecter ici et là-bas (Waldinger 2006). Cela étant dit, ce que d'autres appellent la « mondialisation par le bas » (Portes 1999 ; Tarrus 2002) participe d'un point de vue qui renouvelle les recherches portant préférentiellement sur la libre circulation des marchandises et des capitaux, mise en œuvre par les États et les multinationales. Ces travaux ont mis en lumière les capacités de réaction et d'innovation des migrants confrontés à de nouvelles situations.

Les questionnements relatifs aux migrations internationales, et plus spécifiquement aux migrations africaines, se renouvellent en permanence. Il est dorénavant question de « culture mobile », de « cultures de la migration » ou « du voyage » fortement influencées et transformées par les nouvelles technologies de communication (De Bruijn, Van Dijk et Foeken 2001),

alors qu'hier, à la fin des années 1970, certains avaient même envisagé la « fin des immigrés » (Gaspard & Servan Schreiber 1984). Après la « fin des territoires » (Badie 1995), il a été aussi postulé un « renfermement de l'histoire », sous-tendu par l'idée que la sédentarité des populations disparaîtrait devant l'exigence d'une mobilité forcée, toujours selon cette vision historiciste du temps. Les « *mobilités seraient dans tous leurs états* », nous fait remarquer par ailleurs Jean-Didier Urbain (2000), obligeant la sociologie à reconsidérer ses propres frontières (Urry 2005 ; Sheller & Urry 2006). La mobilité est entendue dorénavant comme un nouveau mode de vie à part entière. Cette vision des choses a également ses partisans en anthropologie. Selon Zygmunt Bauman, nous serions entrés dans une ère de mouvements dans laquelle le pèlerin apparaîtrait comme une figure de la modernité et la migration comme un moyen métaphorique permettant de conceptualiser ce changement constant supposé être inhérent à la modernité et à la postmodernité. Et dans nos sociétés caractérisées par « la modernité liquide », les liens permanents entre individus seraient ainsi devenus impossibles (Bauman 2000).

Nombres ces dernières années en Afrique ont été les analyses à s'être focalisées principalement sur les migrations dites clandestines, en lien avec les départs en pirogues et les noyades dans les détroits de Sicile et de Gibraltar. Sans nier l'importance de ces mouvements ni leur caractère dramatique, cette thématique sécuritaire, portée au devant de la scène, a conduit à criminaliser ou à victimiser les migrants africains, occultant d'autres processus et comportements migratoires qu'il importe de resituer dans la longue durée. D'abord, en réglementant l'immigration, en instaurant des cartes de séjour et en limitant l'accès des étrangers au travail salarié, les pays d'accueil ont provoqué un départ massif des immigrés régionaux. Les procédures de refoulement initiées par les États africains en paix, en totale contradiction avec les accords de la Cedeao ou de la Cen-Sad, mais aussi par les États en guerre, se sont systématisées au cours des trois dernières décennies, provoquant de nouvelles circulations à l'intérieur du continent (Kabbanji 2011). Ensuite, les processus d'individualisation ont incité les migrants africains à reconsidérer leurs arrangements relationnels au regard des solidarités obligées et à convoquer de nouveaux imaginaires, en lien avec la globalisation culturelle. Enfin, la migration des uns peut aussi être synonyme de ressources ou de rencontres pour les autres : songeons au rôle croissant des acteurs, issus principalement de la société civile, qui tentent d'organiser la rente migratoire, de contrôler les départs, d'être partie prenante des décisions prises par les instances en charge de la gestion de la migration ou encore d'investir le créneau de la migration comme marché.

Il s'agira dans ce numéro spécial d'éclairer quelques facettes de la migration ayant été abordées à l'occasion de l'atelier de recherche international « Terrains revisités en migrations africaines » organisé conjointement par le CODESRIA, l'IPAR et l'IRD en octobre 2013 à Dakar dans le cadre de l'axe Migrations du Programme Pilote Régional « Politiques Publiques, Sociétés et Mondialisation en Afrique Subsaharienne² ». Ce colloque avait pour objectif prioritaire de dépasser les frontières linguistiques, que les migrants ont transcendées de leur côté depuis bien longtemps, et de mutualiser les expériences pour être en mesure de mieux appréhender, dans leur richesse et leur complexité mais aussi dans leur épaisseur historique, les contours des migrations africaines. Les recompositions observées par les chercheurs, pour innovantes qu'elles soient, n'ont de sens que si elles sont resituées dans la longue histoire des mouvements migratoires. Trois thématiques ont pu émerger des débats qui structurent ici le propos.

Une géographie politique des routes migratoires en recomposition

En lien avec le durcissement des politiques migratoires en Europe et sur le continent africain et les changements démocratiques intervenus en Europe centrale et orientale et les turbulences politiques en Afrique (crises ivoirienne, libyenne, malienne, printemps arabe...), les modèles migratoires se redéfinissent, la migration de transit s'accélère, certaines filières s'essoufflent avant de se recomposer sous d'autres cieux. On assiste par ailleurs à une diversification et à une densification des flux migratoires. C'est ainsi que, loin d'être seulement un désert traversé, le Sahara demeure un espace travaillé par la présence de communautés migrantes, commerçantes ou pastorales, lesquelles ont contribué depuis plus d'un demi-siècle à son urbanisation massive et à son développement économique (Pliez 2011). Mais déjà, en 2003, la fermeture de pistes sahariennes entre le Soudan et la Libye au lendemain de l'aggravation du conflit du Darfour avait conduit au tarissement des flux de circulation entre Dongola et Koufra (Drozd & Pliez 2005). Les années suivantes, après que le colonel Kadhafi eut renégocié des accords de circulation avec l'Union Européenne qui externalisait ses procédures de contrôle, nombre de migrants subsahariens avaient aussi commencé à désertir les villes de Sebha et de Tripoli (Bredeloup & Pliez 2005). La guerre civile de 2011 a contribué à rebatte plus largement encore les cartes. Dans ce numéro, Harouna Mounkaila nous explique les modalités de rapatriement des populations nigériennes alors que Dimitri Lompo apprécie les effets secondaires des conflits libyen et ivoirien jusqu'au Gabon où sont repartis tout récemment des migrants burkinabè. Régis Minvielle nous rappelle par ailleurs que les premiers ressortissants ouest-africains

à rejoindre l'Argentine sont des Maliens ayant quitté la Libye au milieu des années 1990 pour échapper à l'« impasse migratoire » suscitée par la multiplication des contrôles aux frontières politiques (Ba & Choplin 2005). La réversibilité des flux migratoires tout comme les capacités d'adaptation ou de recyclage des entrepreneurs-migrants sont à prendre systématiquement en compte dans nos analyses. De nouvelles générations de migrants expulsés tour à tour d'Europe, du Maghreb ou d'Afrique de l'Ouest s'enfoncent plus au Sud encore en Afrique subsaharienne (Gabon, Guinée Équatoriale, Afrique du Sud) remettent en question par leur seule présence les habitudes de leurs frères plus anciennement installés et conduisent les autorités en charge de la migration à structurer leurs politiques migratoires au plan régional. On retrouve des préoccupations comparables au Maroc, nous dit Abdourahmane Seck ; des tensions sont réactivées entre nouveaux arrivants et anciennement établis après que la fermeture des frontières européennes a conduit le royaume chérifien à se transformer en terre d'accueil. D'autres migrants africains encore, nous explique Régis Minvielle, rebondissent jusqu'en Amérique latine, à Buenos-Aires et dans des étapes brésiliennes, avec pour objectif d'atteindre les États-Unis. Mais, d'une part, la route est extrêmement longue et périlleuse, d'autre part, l'ouverture politique de ces pays invite les migrants à reconsidérer leur parcours. La migration de transit peut aussi se transformer en installation provisoire, au fil des opportunités, au gré des fermetures.

Les mobilités africaines se sont progressivement mondialisées et les migrants recomposent leur espace de vie à l'échelle planétaire. En lien avec l'entrée de la Chine dans l'OMC, au seuil du deuxième millénaire, des entrepreneurs-migrants ouest-africains ont également intégré les villes chinoises dans leur dispositif marchand, articulant déjà les places marchandes de Dubaï, Jakarta, Kuala Lumpur, Bangkok et Hong Kong (Bodomo 2010 ; Bertoncello, Bredeloup, Pliez, 2009), alors même que la diaspora chinoise étendait ses propres activités jusqu'en Afrique (Bertoncello & Bredeloup, 2009). Deux logiques économiques semblent avoir présidé à la constitution du comptoir africain en Chine. Tout d'abord, ce sont les marchandises – ici les pierres précieuses – qui sont à l'origine, au milieu des années 1980, de la construction d'un réseau marchand entre l'Afrique, l'Europe et l'Asie. Elles ont permis aux commerçants africains, essentiellement maliens, de prendre place dans des villes asiatiques et, à partir de ces postes, de prospecter de nouveaux marchés. Selon une seconde logique, des commerçants africains, en premier lieu nigériens, qui se déplaçaient jusqu'alors du continent noir vers Dubaï, plate-forme mondiale de réexportation des produits chinois, ont vu l'intérêt financier à remonter la filière jusqu'à la source, dans les zones économiques

spéciales de RPC. Aujourd'hui, c'est au tour des étudiants africains d'affluer dans les villes chinoises pour essayer de convertir leur capital culturel en capital économique (Bredeloup 2014).

Circulations et retours : pour une nouvelle grammaire migratoire

Les circulations migratoires sont aussi à examiner dans leur hétérogénéité : navettes, visites répétées, voyages à l'essai, migration saisonnière. Après avoir été longtemps occultée, la migration circulaire semble parfois même célébrée. Il devient alors possible, comme nous l'expliquent Florence Boyer et Siyé Neya dans ce numéro, de considérer les retours³ au pays comme des étapes parmi d'autres dans un mouvement continu, d'autant que les migrants sont conduits à repartir sur les routes pour mieux résister à la précarisation de leurs conditions de vie. Les uns se remettent au travail, une fois en vacances au pays ou à la retraite, au lieu de se reposer et de se « montrer ». D'autres encore qui conjuguèrent migration et commerce se limitent dorénavant à des activités de *shopping transnational*, moins éprouvantes au plan des contrôles aux frontières. D'autres enfin qui avaient seulement investi le lieu d'émigration reconsidèrent et élargissent leur espace de vie à la lumière des expulsions ou d'une précarité accrue, élevant au rang de stratégie de survie la circulation entre plusieurs lieux. Entre le retour par le haut (prestigieux) et le retour par le bas (expulsion, marginalisation), d'autres voies qui restent encore insuffisamment renseignées semblent se dessiner : des retours plus « ordinaires ». Les « revenants » ou « retournés », selon le vocabulaire en vigueur, ne sont pas non plus seulement les retraités dont l'absence d'ambition à devenir économiquement actifs une fois de retour au pays avait été mise en lumière, mais des populations plus jeunes, parfois de deuxième génération, décidées à construire différemment leur avenir. Mamadou Dimé comme Jamilla Hamidu dans ce numéro rendent compte à la fois de l'environnement contraignant auquel doivent faire face à leur retour les migrants convertis en entrepreneurs économiques, mais aussi des stratégies différenciées qu'ils mettent en œuvre pour valoriser au pays leur capital culturel, économique et social. Les uns réinvestissent modestement dans des activités comme le commerce, l'agriculture et le transport de marchandises ou de voyageurs, faisant de ces placements un acte banal de non professionnels, alors que d'autres jouent un rôle déterminant dans l'émergence de nouvelles activités et la diffusion d'innovations, étant notamment à l'initiative de la création de *startups*.

Mais, à l'évidence, le migrant n'est plus le principal modèle de réussite comme il l'a été pendant plusieurs décennies ; il semble progressivement remplacé par l'homme d'affaires ou encore l'homme politique. Dans ces

conditions, les migrants n'affichent plus systématiquement des signes extérieurs de richesse, et semblent, pour certains même, rechercher davantage l'anonymat et la discrétion. Mamadou Dime montre ainsi comment le « flambeur d'hier » cherche aujourd'hui à « investir utilement », une fois rentré au Sénégal. Retours innovation, retours faillite, retours retraite, retours conservation, la typologie des retours mériterait d'être encore complétée, d'autant qu'on assiste, en lien avec les récentes crises européennes, à l'arrivée en terre africaine d'enfants d'immigrés. Cette notion de retour issue avant tout de la grammaire politique tout comme la notion de transit ne peut pas être considérée comme une catégorie d'analyse scientifique totalement pertinente. Nombre de recherches ont expliqué que le retour devait être entendu comme un moment, une étape dans les parcours migratoires plutôt que comme une fin en soi (Beauchemin et al. 2014 ; Flahaux 2004). De la même manière, l'idée d'un retour « définitif » qui correspondrait à la retraite du migrant a été abandonnée au regard d'une réalité anthropologique plus foisonnante.

Le projet migratoire se recompose sans cesse, en lien avec les contraintes familiales, professionnelles, politiques qui se dressent sur la route. Par ailleurs, le retour participe aussi parfois plus du mythe que de la réalité. Quand les migrants rentrent pour un temps dans leur pays d'origine, ils ne se réinstallent pas pour autant dans leur lieu d'origine. Des travaux portant notamment sur le retour des Burkinabè de Côte d'Ivoire ont montré que ces hommes et ces femmes, qui avaient plus ou moins préparé ce moment, s'implantaient dans d'autres régions que celles où ils avaient grandi. Les uns optent pour la capitale, lieu plus anonyme et potentiellement plus ouvert, pour initier de nouvelles affaires (Blion 1996 ; Ouedraogo & Piché 2007), d'autres choisissent des lieux vierges comme les fronts pionniers dans l'espoir de trouver place dans l'agriculture nationale (Zongo 2003, 2008). En outre, il n'y a pas nécessairement coïncidence entre retour au pays et retour aux origines. En lien avec la crise ivoirienne, tous les descendants de migrants burkinabè, maliens ou nigériens, qui se sont retrouvés apatrides par temps d'ivoirité exacerbée, sont partis à la découverte du pays de leurs ancêtres (Boyer & Lanoue 2009).

Ces départs au Burkina Faso pour ces populations nées sur le sol ivoirien représentent pour la majorité une première expérience migratoire internationale que certains auteurs définissent abusivement comme « retour des secondes générations ». Cris Beauchemin a expliqué par ailleurs qu'un mouvement qui s'apparentait initialement à un retour de populations urbaines vers leurs villages d'origine pouvait être rebaptisé plus judicieusement « émigration urbaine » (Beauchemin 2001) ou « circulation inversée » (Beauchemin 2004), pour peu qu'on tienne davantage compte du contexte et de l'espace-temps

considéré. Dans ce numéro, Florence Boyer et Sihé Neya réinterrogent également les notions de retour et de circulation à partir du système migratoire ivoiro-burkinabè, mettant en évidence le fait qu'un déplacement en direction du pays d'origine doit être entendu comme une opportunité supplémentaire donnée au groupe familial pour réassurer son espace de vie global et se projeter vers de nouveaux lieux-ressources. À mesure que ces circulations s'intensifient, de nouvelles centralités émergent du côté du Burkina Faso en remplacement de celles qui avaient été construites à partir de la Côte d'Ivoire.

Mais les retours peuvent aussi s'opérer en catastrophe (Quiminal 2002). L'Afrique est devenue ces dernières années championne en matière d'expulsions, tournant en dérision les accords de libre circulation (UDEAC, CEDEAO, CEPGL) qu'elle avait édictés. Ou bien les populations africaines ont fui le pays d'accueil après y avoir subi menaces, brimades et violences, ou bien, elles ont été chassées sous prétexte qu'elles ne respectaient pas les législations en vigueur et se retrouvent ainsi dans l'obligation de rentrer dans leur pays d'origine. Ces expulsés deviennent des rapatriés dès lors que les instances gouvernementales de leur pays d'origine organisent ou soutiennent leur retour. Dès février 1983, le Ghana a été le premier pays africain à devoir gérer un rapatriement massif (Addo 1984 ; Anarfi & Ohene-Konedu 1995, Afolayan 1998). Alors qu'il traversait une forte instabilité politique et devait affronter une chute spectaculaire des prix mondiaux du cacao ainsi qu'une sécheresse exceptionnelle, il a dû accueillir entre 1,2 et 1,5 millions de ses nationaux expulsés du Nigeria. Appuyé par plusieurs organisations internationales, le Ghana put mettre en œuvre un certain nombre d'instruments d'assistance pour favoriser la réinsertion des rapatriés (Ricca 1990).

Au seuil du troisième millénaire, ce fut au tour du Burkina Faso et, dans une moindre mesure, du Mali d'assister leurs ressortissants massivement refoulés de Côte d'Ivoire et d'organiser notamment des opérations de rapatriement volontaire. Des premiers travaux ont éclairé la distorsion existant entre la conception du rapatriement développée par les institutions, étatiques ou non, en charge de l'animation ou de la gestion de la migration et la manière dont les populations vivent et organisent leur migration de retour selon le capital économique et social dont elles disposent, selon leurs projets de vie (Bredeloup 2006 ; Zongo 2008 ; Zongo 2010). En dépit des exactions commises en Côte d'Ivoire, le retour au pays des Burkinabè comme des Maliens n'a pas pris pour autant la forme d'un exode massif tant redouté par les autorités. Et la guerre civile en Lybie a conduit une nouvelle fois les migrants subsahariens sur la route de l'exil. Dans ce numéro, Harouna Mounkaïla explique comment l'État nigérien s'est efforcé de réguler ces flux qui pouvaient générer *a priori* des troubles importants au sein de la société civile. La question rapatriée permet un renversement salutaire de perspective :

ne plus considérer l'Afrique seulement comme une terre d'émigration, mais aussi comme une terre d'asile qui doit construire des instruments adéquats pour accueillir, soutenir et valoriser ses propres ressortissants refoulés. En dehors du Ghana, cette question avait pour l'instant été très peu documentée sur le terrain ouest-africain par les chercheurs, alors qu'elle renseigne sur les capacités des États à développer des dispositifs d'accueil et d'intégration des migrants rentrés en catastrophe et à transformer cette épreuve à venir en chance à saisir.

Migration et citoyenneté politique

Au-delà des transferts financiers ou *remittances*, thématique qui a largement été documentée ces deux dernières décennies par les chercheurs réfléchissant aux liens entre migration et développement⁴, les retombées politiques de la migration commencent également à être renseignées et les liens entre mobilité et citoyenneté explorés. Non seulement les migrants jouent dorénavant un rôle important en finançant les campagnes politiques des candidats à l'occasion des récentes élections présidentielles africaines, mais ils contribuent aussi à faire évoluer les mentalités au sein de leur propre famille et plus largement encore au sein des sociétés africaines, en remettant en question les pratiques de clientélisme et en prônant davantage de transparence dans les partis politiques (organisation de manifestations, pétitions via Internet). Au Mali, il a été démontré que la structuration des migrants en associations et en fédérations les avait préparés à endosser d'autres rôles plus politiques (Daum & Le Guay 2005 ; Faye, Kone et Quiminal 2006). Ces structures associatives ont participé activement à la création d'une conscience politique des migrants par temps de décentralisation, quelques-uns s'investissant même comme maires. Revisitant dix ans après son propre terrain de recherche, Stéphanie Lima, dans ce numéro, nous propose la notion de « citoyenneté migrante en mouvement » pour rendre compte de ces récentes mutations. Elle nous explique comment les migrants s'adaptent à la nouvelle donne politique locale, renégocient leur place dans la société locale et reconsidèrent les formes de leur engagement en contribuant notamment à la mise en place d'associations communales. Au Sénégal également, la contribution des migrants à la chose politique a été interrogée alors que la décentralisation se mettait en marche dans la vallée du fleuve Sénégal. Des travaux conduits à la fin des années 1990, notamment à Ourossogui, village dynamique érigé en commune de plein exercice, ont mis en lumière le rôle crucial qu'avaient pu jouer des diamantaires migrants dans la transformation de la vie politique locale, en lieu et en place des notabilités traditionnelles (Bredeloup 1997; Sall 2004). Plus récemment, des études menées sur la base des résultats aux

élections municipales (2004) et législatives (2002 ; 2007) au Mali ont cherché à identifier l'influence respective de la migration de retour et des transferts des migrants sur le comportement de vote (en termes de participation et de couleur politique) dans le pays d'origine. Il semblerait que les communes où le pourcentage de migrants de retour était plus important ont obtenu aussi des taux de participation électorale plus importants (Chauvet & Mercier 2011 ; Chauvet, Gubert, Mesplé-Somps 2013). Ce champ de recherche est en plein développement. Une enquête « sortie des urnes » réalisée en février 2012 à l'issue du premier tour des élections présidentielles sénégalaises auprès de migrants sénégalais résidant en région parisienne, au Havre, à Marseille et à New-York a également mis en évidence l'engagement politique, associatif ou syndical des migrants ici et là-bas, contribuant activement à de nouvelles formes de transnationalisme politique (Dedieu et al. 2013).

Depuis ces dernières années, les membres de la diaspora, dont les transferts de fonds dépassent le plus souvent le montant combiné de l'Aide publique au développement (ADP) et du volume des Investissements Directs Étrangers (IDE), se sont efforcés de faire reconnaître leur implication citoyenne et patriotique, multipliant les formes de leurs interventions. Si, dans un premier temps, ils se sont engagés dans une lutte active pour devenir, dans leur pays d'origine, électeurs et éligibles et recouvrer des droits qui leur avaient, pendant longtemps, été refusés, s'impliquant à la faveur des décentralisations africaines, dans la gestion communale, leur engagement se redessine différemment aujourd'hui. Quelques-uns sont à l'origine de la création de mouvements et partis politiques pour ne plus laisser les autres décider à leur place. Par ces actions, ils entendent participer plus directement encore au renouvellement du débat politique, contribuant, à leur manière, à l'émergence de nouvelles formes de citoyenneté. Dans la littérature, il est habituel de considérer les migrants comme des éléments subversifs, remettant potentiellement en question les votes nationaux, ce qui a conduit d'ailleurs nombre de gouvernements, à l'instar du Burkina Faso, à empêcher pendant longtemps le vote de ses ressortissants émigrés. Dans ce numéro et dans le prolongement des travaux de Svanikier, Jamilla Hamidu éclaire, à partir du Ghana, une facette moins connue de l'intervention migrante. Elle rend compte du rôle déterminant joué par les membres de la diaspora issus des classes moyenne et supérieure dans le maintien de la stabilité politique du pays, dès lors que son développement économique est reparti (Svanikier 2007). L'expérience migratoire et les compétences acquises à l'étranger permettent à certaines conditions au retour de participer aux instances décisionnelles locales et nationales. D'autres recherches en cours menées sur l'implication citoyenne des migrants dans une perspective

anthropologique, cette fois-ci au Sénégal, ont pour projet d'apprécier les modes d'énonciation de ces subjectivités politiques. Ils mettent notamment en lumière les investissements symboliques et politiques de migrants parisiens impliqués dans le mouvement *Y en a marre* et interrogent à la fois les registres discursifs et d'action mobilisés par les émigrés de la cellule parisienne pour promouvoir le nouvel esprit citoyen en vigueur au Sénégal⁵. La « contestation longue distance » ne trouve pas toujours un écho favorable auprès des militants nationaux. Dans un autre contexte et selon d'autres perspectives, Abdourahmane Seck nous montre comment se construisent et s'instrumentalisent les discours sur la fraternité sénégal-marocaine. Au-delà de la circulation des hommes et des femmes, la circulation des ressources politiques et symboliques, mobilisées par les migrants, est à ausculter avec attention pour ce qu'elle nous donne aussi à voir de multiples télescopes en actes entre les exigences d'une communauté globale de conviction ou de foi et la pluralité et la versatilité des parcours individuels.

Notes

1. Fruit d'un dialogue politique euro-africain amorcé en 2006, le Centre d'Information et de Gestion des Migrations financé par le Fonds Européen de Développement a été inauguré en octobre 2008 à Bamako avec pour objectif affiché d'appuyer « la définition et la mise en œuvre d'une politique migratoire malienne adaptée aux dynamiques nationales, régionales et internationales en constante évolution ».
2. Le PPR POLMAF regroupe 140 chercheurs (60 du Nord, 80 du Sud) autour de l'étude de différentes politiques publiques relevant de huit domaines distincts. Cette initiative répond à une demande des pays africains directement concernés par leur mise en œuvre et au souci des partenaires africains de développer les analyses scientifiques en termes de politiques publiques. L'axe migration rassemble 21 chercheurs, dont 11 impliqués dans des structures de recherche et d'enseignement africaines. Le CODESRIA y participe également.
3. Les chercheurs ghanéens ont été pionniers sur cette thématique du retour après que les migrants ghanéens ont été expulsés du Nigeria. Les auteurs se sont intéressés au retour des Ghanéens dans l'entrepreneuriat et aux changements socioéconomiques générés par ces retours massifs (Ammassari & Black 2001 ; Black, King, Tiemoko, 2003). En France, de vastes programmes combinant des enquêtes qualitatives et quantitatives ont été mis en place dans le cadre de gros appels d'offre. Voir le programme MAFE (Migration entre l'Afrique et l'Europe) prenant en compte trois pays africains (Sénégal, Congo, Ghana) et sept pays européens (France, Espagne, Italie, Belgique, Grande-Bretagne, Pays-Bas et Allemagne) coordonné par Cris Beauchemin de l'INED et Bruno Schoumaker de l'Université de Louvain-la-Neuve. Voir également le programme MIREM (MIgration de REtour au

Maghreb) porté par l'Institution universitaire européenne et porté par Jean-Pierre Cassarino. Ce programme s'est intéressé aux migrants de retour du Maroc, de la Tunisie et de l'Algérie, essayant d'apprécier dans quelle mesure ces migrants étaient ou non parvenus à valoriser leur expérience migratoire sur le marché du travail de leur pays d'origine.

4. Voir à ce propos la dernière livraison de la revue *Autrepart* coordonnée par Isabelle Chort et Hamidou Dia sur « L'argent de la migration » parue en 2013.
5. En référence à la communication de Thomas Fouquet « Une contestation longue distance ? Enonciation citoyenne dans « l'esprit Y en a marre à Paris », présentée à l'occasion du colloque « Terrains revisités en migrations africaines » en octobre 2014.

Références

- Addo, N., 1987, « Population, migration and development: The case of Ghana », in H. Jemai (ed.), *Population et Développement en Afrique*, Dakar, Codesria, pp. 283-352.
- Afolayan, A.A., 1998, Immigration and Expulsion of ECOWAS Aliens in Nigeria, *International Migration Review*, 22(1), pp.4-27.
- Ammassari, S., Black R., 2001, *Harnessing the Potential of Migration and Return to promote Development*, n°5, OIM Séries.
- Amselle, Jean-Loup, 1976, *Les migrations africaines : réseaux et processus migratoires*, Paris, Maspéro.
- Anarfi, J.K. et Ohene-Konadu, K., 1995, Migration of Ghanaians within the ECOWAS Sub-Region, in *Migration Research Study in Ghana*, Volume 2, International Migration, Ghana Statistical Service, Accra, GSS.
- Anderson, N., 1993, *Le Hobo, sociologie du sans-abri*, Paris, Nathan.
- Ba C. O., Choplin A., 2005, « Tenter l'aventure par la Mauritanie : migrations transsahariennes et recompositions urbaines », *Autrepart*, n° 36, pp. 21-42.
- Badié, B., 1995, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard.
- Basch, L., Glick Schiller, N., Szanton B., C., 1994, *Nations Unbound: Transnational Projects, Postcolonial Predicaments and Deterritorialized Nations-states*, Amsterdam, Gordon and Breach.
- Bauman, Z., 2000, *Liquid Modernity*, Cambridge, Polity.
- Beauchemin, C., 2001, *L'émergence de l'émigration urbaine en Côte d'Ivoire : radioscopie d'une enquête démographique (1988-1993)*, Paris, Ceped.
- Beauchemin, C., 2004, « Les migrations villes-campagnes en Côte d'Ivoire : une circulation inversée », in Fall A. S., Gueye C., (ed.), *Urbain-rural, l'hybridation en marche*, Dakar, Enda, APAD, pp. 167-189.
- Beauchemin, C., Kabbanji, L., Sakho P., Schoumaker B., (s-dir.), 2014, *Migrations africaines : le co-développement en questions. Essai de démographie politique*, Paris, Armand Colin.

- Bertoncello, B., Bredeloup S., 2007, "The Emergence of new African « Trading posts » in Hong Kong and Guangzhou", *China Perspectives*, n°1, pp. 94-105.
- Bertoncello, B., Bredeloup S., 2009, « Chine-Afrique ou la valse des entrepreneurs migrants », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, juillet, vol. 25, pp. 45-70.
- Bertoncello, B., Bredeloup S., Pliez O. 2009, « Hong Kong, Guangzhou, Yiwu : de nouveaux comptoirs africains en Chine », *Critique internationale*, n°44, pp.105-120.
- Black, R., King R., Tiemoko R., 2003, *Migration, return and small enterprise development in Ghana: a route out of poverty*, Working Paper, Brighton, Sussex Centre for Migration Research.
- Blion, R., 1996, « Migrants internationaux et de retour au Burkina Faso, acteurs et témoins d'une circulation migratoire multiforme », in R. Otayek, F.M. Sawadogo, J.P. Guingane, eds., *Le Burkina Faso entre révolution et démocratie (1983-1993)*, Paris, Karthala, pp. 133-155.
- Bodomo, A., 2010, "The African Trading Community in Guangzhou: an emerging bridge for Africa-China relations", *China Quarterly*, 2 (3), pp. 693-707.
- Boyer, F., Lanoue É., 2009, « De retour de Côte d'Ivoire : migrants burkinabè à Ouagadougou », in F. Boyer, D. Delaunay D., (coord.), *Peuplement de Ouagadougou et développement urbain*, Ouagadougou, Paris, Rapport provisoire, pp. 75-101.
- Bredeloup, S., Pliez O., (coord.), 2005, Circulations migratoires entre les deux rives du Sahara, *Revue Autrepart*, n°36, décembre.
- Bredeloup, S., 1997, « Migrants et politiciens à Ouro Sogui (moyenne vallée du fleuve Sénégal) : pour quelle dynamique urbaine ? », in M. Bertrand, A. Dubresson, (eds.), *Petites et moyennes villes d'Afrique noire*, Paris, Karthala, pp. 279-304.
- Bredeloup, S., 2006, Réinstallation à Ouagadougou des "rapatriés" burkinabé de Côte d'Ivoire, *Afrique contemporaine*, 217, pp.185-201.
- Bredeloup, S., 2007, *La Diaspora du fleuve Sénégal. Sociologie des migrations africaines*, PUM/IRD Editions, Toulouse, Collection Socio-Logiques transmigrations.
- Bredeloup, S., 2012, "African Trading Post in Guangzhou: Emergent or Recurrent Commercial Form?" *African Diaspora*, 5, pp. 27-50.
- Bredeloup, S., 2014, West-African Students Turned Entrepreneurs in Asian Trading Posts : A new facet of Globalization, *American Journal of Urban Anthropology and Studies of Cultural Systems (UAS)*, Special Issue on African Global Migration.
- Chauvet, L., Mercier, M., 2011, *Migrations and Elections in Mali. Does migration promote democratization in Africa?* Préliminary draft, CSAE, 25th Anniversary conference: Economic Développement in Africa.
- Chauvet, L., Gubert, F., Mesplé-Somps S., 2013, « Emigrations et démocratisation », in P. Gonin P, N. Kotlok, M.-A Pérouse de Montclos., (dir.), *La tragédie malienne*, Paris, Vendémiaire, pp. 227-246.
- Chort I., Dia H. (coord.), 2013, L'argent des migrations, *Revue Autrepart*, n°s 67-68, 293 p.
- Clifford J., 1992, "Travelling Cultures", in L. Grossberg, C. Nelson, P.A., Treichler (eds.), *Cultural Studies*, New York, Routledge, pp. 96-116.

- Condé, J., 1978, *Les migrations en Haute Volta*, Washington, Banque Mondiale, Département d'économie et de développement.
- Cordell, D., Denis, G., J. W., Piché Victor, 1996, *Hoe and Wage. A social History of a circular migration system in West Africa*, Oxford, Westview Press.
- Courgeau, D., 1975, « Le concept de migration », in *Actes du IVème Colloque de démographie africaine : Migration, état civil, recensements administratifs*, Ouagadougou, INSD, pp. 27-33.
- Daum, C., Le Guay, C., 2005, « Le Mali, sa démocratisation et ses émigrés », *Hommes et migrations*, n° 1256, pp.103-114.
- David, P., 1980, *Les navétanes. Histoire des migrants saisonniers de l'arachide en Sénégal des origines à nos jours*, Dakar, Abidjan, NEA.
- Dedieu, J.-P., « Les batailles de Paris et de New York. Une analyse du comportement électoral transnational des migrants sénégalais en France et aux Etats-Unis », *Revue Française de Sciences Politiques*, 5, vol. 63, pp. 865-892.
- De Bruijn, M., Van Dijk, R. et Foeken, D. (eds.), 2001, *Mobile Africa: Changing patterns of movement in Africa and beyond*, Leiden, Boston, Köln, Brill.
- Dougnon, I., 2007, *Travail de Blanc, travail de Noir. La migration des paysans dogon vers l'Office du Niger et au Ghana (1910-1980)*, Paris, Karthala-Sefis.
- Drozdz, M., Pliez O., 2005, « Entre Libye et Soudan : la fermeture d'une piste transsaharienne », *Revue Autrepart*, n°36, pp. 63-80.
- Fay, C., Koné, Y.F., Quiminal Catherine, 2006, *Décentralisation et pouvoirs en Afrique. En contrepoint, modèles théoriques français*, Paris, Editions IRD.
- Flahaux, M.-F., 2004, *Retourner au Sénégal et en République Démocratique du Congo. Choix et contraintes au cœur des trajectoires de vie des migrants*, Presses Universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve.
- Gaspard, F., Servan-Schreiber, C., 1984, *La fin des immigrés*, Essais.
- Glick, S., Basch, N., L., Blanc-Szanton, C., 1992, *Towards a Transnational Perspective on Migration: Race, Class, Ethnicity, and Nationalism Reconsidered*, New York Academy of Sciences.
- Granovetter, M., 1985, "Economic Action and Social Structure: the Problem of Embeddedness", *American Journal of Sociology*, 91, 3, pp. 481-510.
- Kabbaji, L., 2011, *Politiques migratoires en Afrique de l'Ouest. Burkina Faso et Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala.
- Kopytoff, I., (ed.), 1987, *The African Frontier. The Reproduction of Traditional African Societies*, Bloomington, Indiana University Press.
- Klute, G., Hahn, H. P. (eds.), 2007, *Cultures of Migration. African Perspectives*, Münster and Berlin: Lit Verlag.
- Lebris, E., 1981, « Contenu géographique et contenu social de la notion de résidence », *Cahiers d'Etudes Africaines*, n°s 81-83, pp. 129-174.
- Light, I.H., 1972, *Ethnic Enterprise in America: Business and Welfare Among Chinese, Japanese, and Blacks, California*, University of California Press.
- Quesnel, A., Vimard P., 1988, *Dynamique de population en économie de plantation, le plateau de Dayes (Sud-Ouest du Togo)*, collections, études en thèses, Paris, ORSTOM.

- Manchuelle, F., 1987, *Background to Black African Emigration to France: The Labor Migrations of the Soninke, 1840-1987*, PhD, University of California, Santa Barbara.
- Mande, I., 2007, *Migrations et relations villes-campagnes en Haute-Volta (actuel Burkina Faso) de 1947 à 1975*, Thèse d'histoire soutenue à Paris VII, SEDET, s-dir. de C. Coquery Vidrovitch.
- Marcus, G., 1995, "Ethnography In/Of the World System: the Emergence of Multi-Sited Ethnography", *Annual Review of Anthropology*, 24, pp. 95-117.
- Ouedraogo, D., Piché V., (s-dir.), 2007, *Dynamique migratoire, insertion urbaine et environnement au Burkina Faso. Au-delà de la boue*, L'Harmattan Burkina Faso/ Presses Universitaires de Ouagadougou/L'Harmattan Paris, (avec la collaboration de Stéphanie Dos Santos).
- Pliez, O., 2011, *Les cités du désert. Des villes sahariennes aux saharatowns*, Toulouse, PUM/IRD.
- Portes, A., Sensenbrenner, J., 1993, "Embeddedness and Immigration: Notes on the Social Determinants of Economic Action", *The American Journal of Sociology*, vol. 98, n°6, pp. 1320-1350.
- Portes, A., 1999, « La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°129, pp. 15-24.
- Quiminal, C., 2002, « Retours contraints, retours construits des émigrés maliens », *Hommes et Migrations*, 1236, pp. 35-43.
- Ricca, S., 1990, *Migrations internationales en Afrique de l'Ouest. Aspects légaux et administratives*, Genève, BIT.
- Sall, M., 2004, *Acteurs et pratiques de la production foncière et immobilière à Ourossogui*, Louvain, Presses Universitaires de Louvain, thèse de l'UCL.
- Sayad, A., 1977, « Les trois « âges » de l'immigration algérienne en France », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°15, juin, pp. 59-79.
- Sayad, Abdelmalek, 1991, « *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité* », Bruxelles, De Boeck Université, 331 p.
- Sheller, M., Urry, J., 2006, The new mobilities paradigm, *Environment and Planning*, 38, pp. 207-226.
- Svanikier, J.O., 2007, "Political Elite Circulation: Implications for Leadership Diversity and Democratic Regime Stability in Ghana", *Comparative Sociology*, 6, pp. 114-135.
- Tarrius, A., 1995, « Territoires circulatoires des entrepreneurs commerciaux maghrébins de Marseille : du commerce communautaire aux réseaux de l'économie souterraine mondiale : les territoires de l'altérité », *Journal des anthropologues*, n°59, pp.15-35.
- Tarrius, A., 2002, *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, Balland, 168 p.
- Thomas, W.I., Znaniecki, F., 1927, *The Polish Peasant in Europe and America*, New York, Alfred A. Knopf editor.
- Toukara, D.G., 2008, *Migrants soudanais/maliens et conscience ivoirienne. Les étrangers en Côte d'Ivoire (1903-1980)*, Paris, Harmattan.
- Urbain, J. D., 2000. *Le voyage était presque parfait*, Paris, Payot.

- Urry, J., 2005, *Sociologie des mobilités. Une nouvelle frontière pour la sociologie ?*, Paris, Armand Colin.
- Van Binsbergen, W.M.J., Meilink, H.A., 1978, "Migration and the Transformation of Modern African Society: Introduction", *African Perspectives*, 1, pp.7-20.
- Waldinger, R., A., H., Ward, R. and associates, 1990, *Ethnic Entrepreneurs Immigrant Business in Industrial Societies*, London, New Delhi, Sages Series on Race and Ethnic Relations, Sage Publication.
- Waldinger, R., 2006, « Transnationalisme » des immigrants et présence du passé », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol.22, n°2, pp. 23-41.
- Whyte, W. F., 1943, *Street Corner Society. The Social Structure of an Italian Slum*, Chicago, University of Chicago Press [traduction française, Paris, la Découverte, 1995].
- Wyman, M., 1992, *Round-trip to America*, Ithaca, Cornell University Press.
- Zongo, M., 2003, « La diaspora burkinabè en Côte d'Ivoire : trajectoire historique, recomposition des dynamiques migratoires et rapports au pays d'origine », *Politique africaine*, n° 90, pp. 113-126.
- Zongo, M., 2008, « Accueil et insertion des "rapatriés" en zone rurale au Burkina Faso : l'exemple de la province de la Comoé », in L. Cambrézy, S. Laacher, V. Lassailly, Jacob, L., Legoux *et al.*, *L'asile au Sud*, Paris, La Dispute, pp.139-161.
- Zongo, M., (s-dir.), 2010, *Les enjeux autour de la diaspora burkinabè. Burkinabè à l'étranger, étrangers au Burkina Faso*, Burkina, L'Harmattan.